



Partenaires officiels



Notre partenaire presse

Daniel Béhar est professeur à l'École d'urbanisme de Paris (université Paris-Est), où il anime la chaire « *Aménager le Grand Paris* ». Lors de la Plénière d'ouverture, il a livré aux élus et futurs élus une nouvelle lecture des problématiques sociales sur les territoires.

Les Perdants & les perdus

« Face aux mutations de notre société : les perdants, victimes de l'aggravation des fragilités et des inégalités sociales, et les perdus, ceux qui perdent leurs repères face un ordre territorial qui disparaît ».

Comment définiriez-vous le lien entre la question sociale et la question territoriale ?

Nous devons nous méfier de la géographisation excessive autour des enjeux sociaux. Existe-t-il d'un côté de riches métropoles et de l'autre côté, une France périphérique qui souffre ? Cette affirmation doit être discutée car la réalité est bien plus complexe que certains voudraient nous le faire croire. La crise des gilets jaunes a mis en lumière les limites de cette lecture duale entre la France rurale et la France urbaine. Car il est bien difficile de dire qui est gagnant et qui est perdant. A l'échelle nationale, le territoire en souffrance est celui du Nord Est. Il rassemble des métropoles – Strasbourg, Lille, Rouen – mais aussi des communes rurales et des villes moyennes. Méfions-nous de la concurrence des plaintes territoriales qui est

montée en puissance au cours des dernières années, sur le mode « *les pauvres sont chez moi* ». D'une part, parce qu'il existe différentes figures de la fragilité sociale et d'autre part, parce que la question qui se pose est celle des mobilités. Deux phénomènes montent aujourd'hui en puissance face aux mutations de notre société : les perdants, victimes de l'aggravation des fragilités et des inégalités sociales, et les perdus, ceux qui perdent leurs repères face un ordre territorial qui disparaît.

Comment la question de la mobilité impacte-t-elle l'action sociale ?

La fragilité de la France rurale tient au fait que trois-quarts des communes voient leur population augmenter. Or l'arrivée de nouveaux publics dilue la cohésion locale et fragilise les territoires du fait des attentes différentes exprimées par ces habitants. Autre exemple, une région comme l'Occitanie enregistre chaque année un accroissement de sa population de plus de 100 000 personnes. C'est la première région de France en termes de création d'emploi... mais la deuxième en ce qui concerne le taux de chômage, juste derrière les Hauts-de-France. A l'inverse, une région comme l'Ile-de-France est confrontée à la fois à la perte de 60 000 habitants par an qui vont vers les autres régions françaises et à l'arrivée continue de l'essentiel des migrations internationales. Il faut donc gérer en permanence des flux d'entrée et de sortie. Et comprendre que la question des perdants sociaux ne s'appréhende plus uniquement en termes de catégories.

Comment dans ce contexte préserver ou retrouver une cohésion sociale et territoriale ?

Le défi consistera à repenser la décentra-

lisation de manière à passer d'une politique des lieux à une politique des liens. Il est vrai que nous nous sommes construits socialement sur une base territoriale. Notre identité même est fondée sur cette double appartenance or ce rapport mécanique disparaît. Nous sommes tous aujourd'hui dans une multi-appartenance territoriale, qui plus est quand la question est posée à des familles. Nous consommons ici, mais aussi là, et parfois là-bas. Cette forme de zapping territorial déstabilise. Le sociologue Bruno Latour a très bien évoqué cette forme de souffrance spatiale des Français. On ne sait plus où l'on habite, ni même parfois d'où l'on est. Et pourtant, alors même qu'ils sont en train de se dissoudre, les territoires n'ont jamais été aussi présents dans le discours politique.

Comment les élus locaux affrontent-ils cette réalité ?

Ils sont eux aussi perdus. On parle d'ailleurs beaucoup du spleen des élus locaux car ils ne savent plus qui ils représentent. Un maire m'a récemment confié « j'ai face à moi des citoyens en CDD ». L'électeur n'est pas nécessairement celui qui va utiliser les services. Jean Viard l'a aussi très bien exprimé dans « *la démocratie du sommeil* » : ceux qui votent ne font parfois que passer leur nuit dans la commune. Le défi est donc de réussir à « *refaire territoire* », à « *refaire communauté* » dans cette société complexe. Mais nous pouvons aussi considérer que la complexification de la société locale va réhabiliter la fonction politique du maire.

Le Directeur du CCAS de Grande Synthe a évoqué la prise en charge des migrants. Ce sujet va-t-il ou doit-il introduire une nouvelle approche de l'action sociale ?

Cette question pose effectivement la question de la finalité de l'action sociale. Nous avons longtemps défendu un

modèle d'intégration. Aujourd'hui, on nous parle d'inclusion. Les migrants arrivent. Il faut leur trouver une place dans la société mais sans doute vont-ils repartir alors que nous avons longtemps imaginé que les personnes accompagnées allaient se sédentariser. Par ailleurs, les pouvoirs locaux ont pensé le fonctionnement de l'action sociale sur le mode de la redistribution. Mais comme elle ne fonctionne qu'en circuit fermé, ce modèle est épuisé. Il faut donc en changer et repenser les actions en fonction des différents types de situations.

« A une échelle intermédiaire, celle des régions ou des départements, deviennent visibles les dynamiques paradoxales produites par la globalisation, c'est-à-dire la montée en puissance des flux et des interdépendances de toutes natures entre les territoires. Paradoxe en Seine-Saint-Denis : chacun sait que ce département concentre toujours davantage des populations paupérisées mais on oublie de rappeler qu'il présente la plus forte dynamique de création d'emplois en Île-de-France. La situation est tout aussi paradoxale en Occitanie : première région de France pour la croissance de la population et de l'emploi mais l'une des premières aussi pour ses taux de chômage et de pauvreté. Et que penser des Vosges qui persistent à perdre de la population alors que ce département regagne de l'emploi ? Comment analyser les Pyrénées-Atlantiques où les emplois se concentrent sur les agglomérations de Pau et surtout de Bayonne alors que tous les territoires, même ruraux gagnent de la population ? Cette nouvelle donne suggère une leçon : à rebours de la pensée moderniste des récentes réformes, la régulation publique de ces situations paradoxales nécessite moins la spécialisation des compétences (aux uns l'économie, aux autres le social) que la mise en œuvre de politiques intégrées à tous les niveaux. »

Extrait de "Métropoles versus France périphérique : une question de point de vue ? », Libération, 18 juillet 2018.